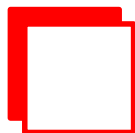


A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N°213 - 1,50 € - Avril 2010



Pour l'Emancipation Sociale!

S'engouffrer dans la brèche ?

Au-delà de la grève civique, reflet du discrédit des politiciens acquis à la démocrature de la 5^{ème} République et aux politiques néolibérales, le seul vrai mérite des Régionales est d'avoir mis en relief le rejet du tsarkozysme et provoqué un séisme au sein des godillots.

Qu'il semble loin, déjà, le temps du pseudo-charmeur bling bling, du joggeur en Ray ban qui, après son dîner au Fouquet's, sautillait sur les marches de l'Elysée. L'histrion versatile n'est plus le digne chef plein de tics qui se toquait de marcher à la tête d'une colonne d'affidés. Ses emphases de circonstance «travailler plus pour gagner plus», «les paradis fiscaux, c'est fini», «je ne laisserai personne au bord du chemin», tout comme la burlesque chronique de ses faits et gestes médiatisés laissent de marbre ou apparaissent comme les fariboles d'un petit cuistre.

Et pourtant, il s'est démené pour siphonner une nouvelle fois les voix du FN, agitant le Besson nauséabond pour rameuter islamophobes et xénophobes ! Sa rance arrogance contre les sans papiers a provoqué non seulement la mobilisation de ces travailleurs mais aussi, c'est un comble, celle des patrons qui se liguent contre sa personne. Et pourtant, il avait menacé de sa fêrulle la «racaille» et «les petites crapules». Les juges refusant la mise au pas, il avait dégraissé le corps des fonctionnaires, mis au panier le Grenelle de l'environnement ! Aujourd'hui, il en est réduit, après avoir ramené la photo-souvenir d'Obama, à aller tapoter le cul des vaches pour calmer ces fermiers irrités, de peur qu'ils ne déposent près de son palais, leur fumier ...



La peur aurait-elle changé de camp ? Ce qui est sûr, c'est que ceux qui faisaient sa claque, murmurent, se recherchent déjà un nouveau champion moins impopulaire afin de garder leurs places menacées. Certains laissent même courir des rumeurs grand-guignolesque sur ses frasques pour mieux le décrédibiliser ! Le parvenu se fait roquet, convoque, mute, admoneste ceux qu'il avait promus, mobilise le contre espionnage et son ami Lagardère pour poursuivre les anonymes malotrus qui ont humilié sa chanteuse ! Ridicule !

Toute cette fébrile agitation au sommet de l'Etat semble, pour le moment, avoir requinqué l'Aubry et les Solfériniens. Ces aspirants gouvernants, certes sans projet déclaré, jouent au renouvellement marketing, à la diversité renforcée, imaginant même un bonus-malus pour non respect du quota de femmes sur listes cantonales, législatives ... Dérisoire !

Les faux ennemis, les vrais comparses de la démocrature néolibérale misent tous sur l'apparente sinistrose qui gagnerait les couches populaires. Au-delà des résignations, des angoisses réelles, voire de la détresse et de la désespérance qui gagnent ses membres, le corps social est au bord de la crise de nerfs. S'engouffrera-t-il dans la brèche ouverte au sommet de l'Etat ? A l'occasion de la bataille des retraites en profitera-t-il pour mettre à la retraite définitivement Tsarko ? Il ouvrirait dès lors la voie d'autres possibles. C'est ce que nous souhaitons.

USA : la classe ouvrière peut-elle sortir du cauchemar ?

Dans le même esprit que les articles précédents¹, il s'agit de montrer que pour les travailleurs, l'Amérique est un cauchemar, non pas tant du point de vue de la paupérisation qui les frappe mais essentiellement sous l'angle des contraintes qui les brident pour exprimer leurs revendications et aspirations, car, contrairement au sens commun, ils disposent de très peu de droits syndicaux.

Dans un écrit antérieur², j'avais déjà souligné que les syndicats domestiqués, bureaucratisés, se heurtaient à la résistance de la base. Il convient d'y revenir pour insister sur les difficultés rencontrées au moment même où la crise et le chômage nécessitent des formes d'initiatives renouvelées. Par ailleurs, des points de vue formatés à partir de la situation européenne obscurcissent une réalité méconnue : grande combativité, racisme, poids de l'idéologie dominante, désespoir, xénophobie, alliances innovantes, répression, grande précarité, ces termes mis bout à bout pourraient déjà rendre compte d'une situation complexe sans l'expliquer véritablement. Dans le cadre de cet article, je ne peux qu'évoquer certains traits à mon sens significatifs qui augurent, vraisemblablement, d'un renouveau intempestif si, comme on peut s'y attendre, les effets de la crise et de la désindustrialisation du pays provoquent des mobilisations comme ce fut le cas déjà à Seattle en 1999.

Le mouvement syndical extrêmement combatif à l'origine a été jugulé par des lois liberticides qui ont à voir avec la spécificité de l'Histoire des Etats-Unis. Au cours du temps, la législation, à la différence de la situation de nombreux pays européens, a corseté davantage la classe ouvrière contraignant la «base» syndicale à recourir à des stratégies nouvelles.

Des syndicats soumis aux juges des libertés (!)

Au Royaume Uni, en France ... l'Etat, bien que se situant du côté des employeurs, s'est institué en arbitre formalisant les limites et les avantages acquis pour contenir, juguler l'intempestivité de la classe ouvrière. Il constatait à la fois un rapport de forces et empêchait que son développement ne mette en cause l'existence même de la classe dominante. Aux USA, l'Etat fédéral n'intervient pas (ou si peu et nous verrons comment), ce sont les tribunaux qui jouent ce rôle au désavantage des travailleurs, et ce, au nom de la liberté.

Lorsque les coalitions ouvrières commencèrent à se former dès 1830, et à développer, face à la misère et à la surexploitation, des actions extrêmement combatives, ils se heurtèrent aux tribunaux qui qualifièrent leurs activités de «*conspirations anti-commerciales*», «*illégal*». La grève était une menace, un chantage dans la mesure où elle contrevenait à la liberté contractuelle des ouvriers et des patrons (!). Bref, le «droit de discuter le prix de son labeur» était considéré comme subversif à l'encontre des employeurs et de l'Etat³.

Cette liberté des plus forts protégée par les juges - où on n'hésitait pas à recourir aux forces armées et à la police pour procéder à des emprisonnements massifs et à briser par la force les grèves - n'empêcha pas des luttes im-

portantes, violentes, y compris pour la journée des 10 heures, puis des 8 heures. Face à l'ampleur des mouvements, malgré leurs réticences idéologiques à faire appel à l'Etat, les employeurs firent pression, avant même la guerre de Sécession, auprès du Congrès. Il s'agissait pour eux (et ils obtinrent satisfaction) de leur permettre de recruter des travailleurs étrangers pour autant que ceux-ci acceptent qu'on leur retire 12 mois de salaire pour payer leur émigration. Ils pouvaient dès lors disposer d'un **contingent de briseurs de grèves** «non contaminés». La liberté d'embaucher et de débaucher était sauve. Après la guerre de Sécession et la libération des Noirs qui partirent pour nombre d'entre eux dans les régions industrialisées du Nord, l'utilisation de la haine raciale devint un substitut à la frustration de classe. Elle n'empêcha pas pour autant les vagues de grèves qui touchèrent de nombreuses villes et les occupations d'usines en 1933-34, malgré leur caractère illégal, du moins considéré comme tel par les tribunaux à la solde des nantis. Le Congrès se devait d'intervenir ... pour reconnaître la réalité des grèves et briser le «*défi socialiste*»⁴.

Une législation despotique

En 1935 donc, la **loi NLRA**⁵ de législation nationale du travail, fut votée. Elle reconnaissait la possibilité de contrats collectifs entre ouvriers rassemblés dans un syndicat et leur employeur,

Bureaucratisé jusqu'à la caricature

Avec la crise de 1929/30, la 2^{ème} guerre mondiale, dans un environnement marqué par la guerre froide et l'anticommunisme, le syndicalisme s'est bureaucratisé jusqu'à la caricature, même si des points de résistance ont toujours survécu. En fait, au sortir de la 2^{ème} guerre, s'est imposé pour plusieurs raisons, un **syndicalisme corporatiste, docile, coupé de la base**. Il concevait, pendant les 30 Glorieuses, sa fonction comme celle d'un **prestataire de services**, pour ses adhérents. Il est par conséquent étranger à toutes formes de contestation sociale ; il décourage toutes formes de solidarité qui pourraient être interprétées comme une menace contre l'ordre public. Pendant la période du maccarthysme, il a collaboré étroitement à la chasse aux sorcières, les communistes, les trotskistes et autre radicaux. Convertie aux bienfaits du capitalisme, à la nécessité de profits financiers, la **direction très réactionnaire** qui s'est imposé à la tête de l'AFL-CIO jusqu'en 1995, a restreint le syndicalisme à une affaire concernant d'abord des spécialistes, des juristes, des économistes, des professionnels des procédures.

Extraits du texte de Gérard Deneux «*L'oppression patronale et le renouveau syndical aux Etats-Unis*» paru dans l'Emancipation Sociale - mai/juin 2004. Paru également dans les n° 157 (Août 2004) et 158 (Septembre - octobre 2004) d'ACC, en accès libre sur notre site internet.

Pour éloigner le militantisme des lieux de travail

La spécificité du syndicalisme nord-américain réside essentiellement dans le fait que sa compétence est limitée strictement à la **défense de ses adhérents**. Les syndicats ne possèdent pas de légitimité morale pour prétendre défendre tous les travailleurs. Ce modèle s'est imposé après guerre **pour éloigner le militantisme des lieux de travail** et pour conférer un statut de **représentativité à la seule bureaucratie syndicale**. Par conséquent, les avantages, la couverture sociale, la protection toute relative contre les licenciements abusifs, l'obtention de salaires plus élevés ne sont délivrés que sur la base, et uniquement sur la base, de **l'appartenance syndicale**.

Le système de **négociations collectives** est totalement décentralisé et individualisé. Les représentants syndicaux, ces agents d'affaires, lorsque l'on fait appel à eux, négocient séparément des milliers de contrats dans des milliers d'entreprises. Il n'existe pas de conventions collectives fédérales, permettant d'étendre les avantages obtenus, ici et là, et la loi n'intervient pratiquement pas. Il n'y a pas de code du travail, valable pour tous les salariés, qu'ils soient syndiqués ou non.

toutefois, pendant la durée du contrat (ou de la convention collective au sens français du terme), la grève restait interdite (!), les grèves spontanées illégales, les syndicats ayant le droit, voire l'obligation, de briser ce type de grève, et les employeurs, la liberté de renvoyer et de remplacer les grévistes. Cette législation inaugurerait la mise sous contrôle des ouvriers, des grèves et des syndicats et suscita la naissance d'une bureaucratie syndicale, coupée des travailleurs n'intervenant qu'en amont de la fin du contrat pour engager de nouvelles négociations. Mais ce n'était pas suffisant. Outre les aspects anticommunistes, mafieux, malgré les provocations et les infiltrations policières⁶, malgré les engagements de l'AFL et du CIO⁷ de ne pas faire grève pendant la 2^{ème} guerre mondiale, malgré l'attitude plus qu'équivoque du Parti stalinien pourchassé, «il y eut au cours de cette période 14 000 grèves impliquant quelque 6 700 000 travailleurs»⁸, une nouvelle législation s'imposait.

Ce fut, en 1947, **la loi Taft Hartley**, dite «loi du travail servile». Elle restreint le droit de grève en énumérant «les pratiques de travail injustes» du point de vue des employeurs, à savoir les piquets de grève massifs, les occupations des lieux de travail, les sit-in, les boycotts, les grèves de solidarité, les grèves générales, autant d'actions employées par les ouvriers démontrant leur combativité qu'il fallait juguler en les déclarant illégales.

En 1960-70, période qui inaugure la **déréglementation et la libéralisation sauvage**, les grandes firmes confrontées à la concurrence ne peuvent plus se contenter de contrats «réservés» avec l'Etat, de productions subventionnées. Elles sous-traitent, délocalisent, liquident les entreprises non rentables (acier, mines, conserveries...). Lors des négociations salariales, elles exigent de nouvelles concessions: gel des salaires, suppression des jours de vacances, réduction des «avantages» sociaux

(santé, retraites). Des luttes défensives ont lieu dans ce qu'il sera convenu d'appeler ensuite la «ceinture de la rouille» ou les villes-fantômes dans la région des anciens sites sidérurgiques. Malgré l'engagement de syndicalistes radicaux, tel Ron Weiser, l'existence de comités de chômeurs, il sera impossible de vaincre au sein de la classe ouvrière les réactions nationalistes et xénophobes et les ravages qui de désespoir en dépressions atomiseront les rangs (divorces, alcoolisme, suicides). Ces années là seront marquées par les délocalisations, la chute des effectifs syndicaux et une nouvelle offensive de la classe patronale combinant recours aux nouvelles technologies informatiques et baisse du prix de la force de travail: production juste à temps, précarisation, sous-traitance, accélération des cadences, réductions d'effectifs, allongement de la durée du travail, management par le stress. La résistance de la base y répondra par l'absentéisme, l'indiscipline, le ralentissement des cadences, voire le sabotage.

En juin 1998, les grèves contre les délocalisations touchent l'automobile, en particulier General Motors; pendant 7 semaines, 19 usines sont paralysées. Le patronat y répond par la mise au chômage technique de 79 000 ouvriers. Ces affrontements durs, prolongés, qui ne trouvent pratiquement aucun écho dans les médias, se traduisent par des échecs du mouvement ouvrier. Il est vrai qu'ils n'impliquent réellement qu'un nombre limité d'ouvriers. Quant à la

classe dominante, elle fait preuve d'une détermination sauvage. Un exemple parmi tant d'autres: en 2002, à New York, les employés des transports publics déclarent leur intention de faire grève. Le maire de la ville, Guilliani, refuse toute négociation, menace le syndicat d'une amende d'un million de dollars pour chaque jour de grève et tout gréviste, d'une amende de 25 000 dollars pour le 1^{er} jour de grève, de 50 000 pour le second, de 100 000 pour le 3^{ème} (!). Il n'y aura pas de grève ... Le seigneur Guilliani restera maître sur ses terres. N'y a-t-il plus aucun espoir au sein de «l'Empire» ?

Briser les barrières pour briser ses chaînes. Est-ce possible ?

A la législation despotique qui entrave la liberté collective des travailleurs de se mobiliser pour défendre leurs intérêts, se surajoute, depuis au moins les années 1930, le poids de l'idéologie dominante. Toutefois, il est difficile aujourd'hui d'invoquer le spectre du communisme, même si le terrorisme et la xénophobie s'y sont substitués depuis. Il n'empêche, face à ces barrières structurelles et idéologiques, le mouvement syndical affaibli semble renaître de ses cendres.



Extrait de la bande dessinée "Une histoire populaire de l'Empire américain"



Il est difficilement concevable, en France, d'imaginer les obstacles que doivent surmonter les ouvriers pour constituer un syndicat, là-bas. La syndicalisation aux USA n'a rien à voir avec la collecte d'adhésions individuelles et la déclaration de l'existence d'une section si peu représentative soit-elle. Pour exister dans l'entreprise, le syndicat doit franchir des barrières juridiques libérales (!) difficilement surmontables sans mobilisation de masse. Il faut premièrement qu'un noyau d'activistes, véritables casse-cou par rapport à leur «sécurité» d'emploi, récoltent au moins 30 % de signatures des employés de la boîte pour qu'ils soient en mesure de demander la tenue d'un référendum autorisant l'existence du syndicat. L'employeur, c'est sa liberté, peut toujours contester le bien fondé du recueil des signatures devant le tribunal. Si les instances judiciaires ne lui donnent pas raison ou s'il n'y recourt pas, il faut encore que les travailleurs se prononcent à 50% plus une voix pour que le syndicat soit reconnu. Ce qui lui donne le droit d'entamer des négociations pour la signature d'un contrat collectif valable pour plusieurs années.

Les patrons peuvent également orchestrer des campagnes de désyndicalisation pour organiser un nouveau vote en leur faveur, s'ils obtiennent une majorité, le syndicat est dissous. Autres particularités contraaires au pluralisme et à la liberté de se syndiquer que nous connaissons: il ne peut exister qu'un seul syndicat par entreprise et beaucoup de salariés ne disposent pas du droit de se syndiquer: les cadres, et tous ceux qui disposent d'un pouvoir hiérarchique de quelque niveau que ce soit, ainsi que les employés du gouvernement fédéral. Cette dernière disposition

Désobéissance civile et démocratie - Sur la justice et la guerre

Il s'agit d'une nouvelle édition de *"Nous le peuple des Etats-Unis..."* de Howard Zinn, traduit de l'anglais par Frédéric Cotton et préfacé par Jean-Luc Chappey.

Notre manière de penser est une question de vie ou de mort. Si ceux qui tiennent les rênes de la société se montrent capables de contrôler nos idées, ils sont assurés de rester au pouvoir. Nul besoin de soldats dans les rues. Cet ordre résulte d'un processus de sélection au cours duquel certaines idées sont promues par le biais des plus puissantes machines culturelles du pays. Nous devons réexaminer ces idées et réaliser comment elles s'opposent à notre expérience du monde. Nous serons alors en mesure de contester l'idéologie dominante.

De l'exercice de la justice aux motivations réelles des guerres, en passant par les conditions d'entretien de la violence économique et sociale, l'auteur illustre la manière dont la tenue des affaires du monde, c'est-à-dire de nos affaires, devrait être entre nos mains. Et toujours, chez Howard Zinn, le même optimisme sur la nature et le destin de l'humanité: l'histoire ne réserve que des surprises, et elles ne sont pas toutes mauvaises.

Howard Zinn (1922-2010) a enseigné l'histoire et les sciences politiques à la Boston University, où il était professeur émérite. Il est mort en janvier dernier. Récemment encore, sur le blog de son éditeur français, Agone, il démontait vigoureusement le choix de décerner le prix Nobel de la paix à Obama: *"Le prix Nobel de la paix, c'est la guerre !"*, s'offusquait-il, rare voix à publiquement souligner l'évidence. C'est ainsi qu'il continuait dans la voie qu'il s'était choisie, sans jamais dévier d'un pouce. Son œuvre (une vingtaine d'ouvrages) est essentiellement consacrée à l'incidence des mouvements populaires sur la société américaine.

"Désobéissance civile et démocratie" - Sur la justice et la guerre est paru aux Editions Agone (BP 70072, 13192 MARSEILLE cedex 20 <http://blog.agone.org>). Collection Eléments, 576 pages, 15 euros.

a été et peut encore être étendue au niveau des différents Etats. Les piquets de grève sont autorisés pour autant qu'ils soient symboliques donc inefficaces, sous peine d'entrave à la liberté du travail. Les ouvriers sont libres d'abandonner leur travail pour la grève, les employeurs sont libres de les remplacer (!). Bref, la protection contre les licenciements est une peau de chagrin, les congés ne sont pas garantis par la loi et en fin de contrat collectif, les employeurs ne sont pas dans l'obligation de négocier. Les grèves régionales, nationales ou de solidarité sont prohi-

bées. Face à la guerre ouverte qui est menée contre elles et à la désindustrialisation en cours aggravée par la crise, il n'y a guère lieu de s'étonner de la baisse de la syndicalisation bien que son taux reste supérieur à celui de la France: 36% en 1953, 12% en 2006 et bien moins aujourd'hui (environ 7%). Et pourtant, un récent sondage révélait que la moitié des travailleurs aimerait être syndiquée⁹. Il faut souligner à cet égard que les retraites, prestations sociales sont conditionnées en grande partie par l'existence d'un syndicat.

Une autre difficulté, et non des moindres puisqu'elle imprègne les cerveaux, consiste à se défaire du poids de l'idéologie dominante.

Elle est constituée d'un conglomérat de croyances, celles d'un pays de la liberté, «au destin manifeste»¹⁰, qui peut diffuser le Bien partout dans le monde pour autant que l'on accepte la suprématie blanche, occidentale. Cette liberté de l'individu se résume à sa capacité à faire des affaires sans l'intervention de l'Etat: le sens du collectif, la solidarité contreviendraient à son épanouissement. Quant aux perdants, ceux qui ne réussissent pas, ils n'auraient à s'en prendre qu'à eux-mêmes. Les partis républicain et démocrate n'ont jamais tempéré, encore moins remis en cause, cette sacro-sainte liberté d'entreprise et du droit patronal absolu qui, comme une marque d'infamie, rend l'individu responsable de sa pauvreté ou

Contre toute attente, en 1995, une équipe progressiste prend le pouvoir

Depuis 1955, l'AFL-CIO unifiée était dirigée par 2 réactionnaires façonnés par la guerre froide et qui se sont succédé. Contre toute attente, en 1995, une équipe progressiste prend le pouvoir. Que s'est-il donc passé hormis l'effondrement syndical? On ne peut ici donner une explication exhaustive. Eclairer ce qui s'est passé au sein du syndicat dirigé par John Sweeney est révélateur. Face à la diminution du nombre de ses adhérents, cette direction syndicale double le montant des cotisations pour augmenter le nombre de ses permanents. Elle les recrute dans les milieux contestataires et gauchistes des années 70, elle met au point, avec cette nouvelle génération de militants qui ratissent le terrain, des techniques d'adhésions et de mobilisations innovantes. Ce sont des «recruteurs» et des agitateurs. Ce syndicat possède une particularité, il est ouvert au changement, à la critique sociale, il est très décentralisé. Les résultats ne se font pas attendre, les adhésions augmentent considérablement, y compris pendant des luttes très dures. Fort de sa représentativité, John Sweeney parvient, en 1995, à mobiliser derrière lui 20 présidents de syndicats sur les 80 affiliés à l'AFL-CIO. A la convention, les débats sont houleux, la direction conservatrice mise en cause est balayée. John Sweeney et ses amis obtiennent 56 % des votes représentant 13 millions de syndiqués. Les statuts de l'AFL-CIO sont, dans la foulée, modifiés, en particulier la clause qui excluait les femmes, les immigrants de couleur, les minorités raciales, des structures dirigeantes de l'AFL-CIO.

de l'exploitation qu'il subit. Le «défi socialiste» posé par le mouvement syndical à son origine, n'a pas pu se traduire par l'existence d'un parti qui dans l'arène politique aurait relayé les intérêts de la classe ouvrière. Les différentes tentatives se sont avérées infructueuses malgré le courage de nombre de militants¹¹. La chasse impitoyable aux radicaux, aux anarchistes, aux communistes y est bien sûr pour quelque chose.

Toutefois, la déferlante raciste et réactionnaire en col bleu ne saurait être négligée. «*Du puits des frustrations jaillissent les bulles de racisme et d'anti-communisme*»¹². A cela, il faut ajouter comme complément à la croyance dans le «destin manifeste», un nationalisme xénophobe que le messianisme militariste des USA n'a fait que renforcer y compris dans les productions hollywoodiennes les plus caricaturales.

Enfin, comme nous l'avons déjà évoqué, **la classe dominante, toujours à l'offensive de la lutte des classes**, a toujours fait preuve d'une très grande pugnacité répressive. L'histoire des USA est celle où le nombre de militants d'ouvriers et de syndicalistes emprisonnés ou tués fut certainement le plus important surtout dans la période précédent le New Deal. Il prend certes aujourd'hui d'autres formes qui sont largement méconnues. Les campagnes contre le droit de grève au nom de la liberté du travail, c'est classique; ce qui l'est moins, ce sont les «unions busting», littéralement actions de démolition des syndicats. Les entreprises utilisent, après avoir eu recours à la mafia au «beau» temps du maccarthysme, les services d'avocats spécialisés pour entamer des procédures contre les syndicats. Ils utilisent toujours des nervis pour casser les grèves. Et depuis Bush, l'administration étatsunienne dispose de la législation anti-terroriste.

Sans conteste, dans ces conditions, les grèves sont difficiles, les syndicats pensent qu'il est impossible de gagner, les délocalisations brutales, le recours aux travailleurs remplaçants les laissent désarmés, ils luttent souvent pour empêcher leur propre disparition même du point de vue de la survie de leur propre bureaucratie. Malgré cela, de nouvelles formes de luttes sont apparues : les grèves sur le tas, ou ce qui est appelé «faire marcher l'usine à reculons» : ralentissements, grève du zèle. Ce qui est peut-être le plus significatif **c'est la grande scission syndicale** qui s'est produite depuis 1935. En 2005, 6 syndicats ont quitté l'AFL-CIO pour former la Fédération «Change to win»¹³ entraînant 6 millions de membres (soit 1/3 de l'AFL-CIO). Dans le cadre d'une

paupérisation des couches populaires et moyennes, une nouvelle stratégie de mobilisation s'est mise en place sans que l'on puisse encore se prononcer sur sa pertinence en terme d'organisation de classe et de formation d'alliances durables. Elle consiste à penser que les travailleurs ne peuvent gagner seuls en se battant uniquement dans leurs entreprises. D'où les campagnes «politiques» sur les violations des lois et des règlements, le harcèlement de Wal-Mart par exemple. Les syndicats font donc appel à des alliés, forment des coalitions avec des étudiants, des leaders religieux, des groupes communautaires, des écologistes radicaux, des altermondialistes ... Ils luttent également pour contourner les lois despotiques du travail en particulier pour la reconnaissance des bulletins collectés pour la création de syndicats, et ce, en lieu et place des votes organisés dans les entreprises. Pour l'heure, ils ont connu des succès dans des secteurs encore marginaux et surtout auprès des Latinos et des Noirs.

Si, comme on peut le penser, le fossé entre les super riches et la «plèbe» va continuer à se creuser, si la classe moyenne continue de s'effriter, des digues vont sauter. L'obamaphobie qui se diffuse est un signe équivoque. La xénophobie, le racisme, la peur de l'ennemi intérieur, du terroriste et demain du péril jaune, peuvent être agités pour détourner les ouvriers et classes moyennes paupérisées du véritable combat à mener. Dans les mois qui viennent il faudra être attentif à ce qui se passe au cœur de «l'Empire». De ses entrailles pourrait surgir un renouveau porteur de transformations sociales majeures accélérant l'effritement de son «obstination à vouloir imposer sa toute puissance sur le monde et aboutissant à révéler son impuissance»¹⁴. En tout état de cause, les contradictions internes de la superpuissance en déclin seront activées également par celles qui agitent l'ensemble du monde.

Gérard Deneux le 16.03.2010

1) "Etats-Unis : le rêve n'est qu'un cauchemar" n°208 ACCpES octobre 2009, suivi de "Cauchemar états-unien" n°209 novembre 2009, puis de "USA : la puissance de l'impuissance" n°212 mars 2010.

2) "L'oppression patronale et le renouveau syndical aux Etats-Unis" paru dans "l'Emancipation Sociale" bulletin n° 33 mai-juin 2004. Paru également dans les n° 157 (Août 2004) et 158 (Septembre - octobre 2004) d'ACC, en accès libre sur notre site internet. Rédigé à partir du livre de Rick Fantasia et Kim Voss "Des syndicats domestiqués. Répression patronale et résistance syndicale aux

Une histoire populaire de l'Empire américain

Cet ouvrage de Howard Zinn, Mike Konopacki et Paul Puhle (paru aux éditions Vertige Graphic – 22 €) est une remarquable adaptation **en bande dessinée** de 280 pages, du best-seller d'Howard Zinn «*Une histoire populaire des Etats-Unis. De 1492 à nos jours*». Dans cet ouvrage, la parole est donnée aux acteurs les plus modestes de l'Histoire, Indiens de Wounded Knee, esclaves en fuite, soldats noirs de la guerre hispano-américaine, mineurs en lutte, militants pacifistes, victimes des guerres menées au nom de l'impérialisme américain ... Cette vision populaire de l'Histoire vient bousculer de manière salutaire les versions officielles et consensuelles et souffle un vent optimiste de liberté d'expression retrouvée. A lire absolument.

"*Une histoire populaire de l'Empire américain*" est paru aux éditions Vertige Graphic – 22 euros.

Les illustrations de ce texte sont tirées de cet ouvrage.

Etats-Unis" édition Raisons d'agir.

3) **Sources de cet article** : "Une histoire populaire des Etats-Unis" Howard Zinn, édition Agone. "Le syndicalisme au défi du 20ème siècle" ed. Syllepse - articles de Mark Kesselmann et d'Alan Draper "Stratégies des multinationales et ripostes ouvrières". Marianne Debouzy - in "l'exemple américain" - revue Agone. "Etats-Unis. Un vrai corset législatif" Osa Bear in La question sociale - 20.

4) Cité par Howard Zinn. Pour connaître l'histoire de l'émergence du mouvement, lire notamment le chapitre X "L'autre guerre civile" et le chapitre XIII "Le défi socialiste" de l'ouvrage cité ci-dessus.

5) National Labor Relations Act - loi nationale sur les rapports syndicaux.

6) Lire l'excellent roman noir de Valérie Evangelisti "Nous ne sommes rien, soyons tout" édition Rivages Thriller.

7) American Federation of Labor (AFL) et Congress of Industrials Organizations (CIO).

8) Howard Zinn - page 47.

9) Cité par Marianne Debouzy dans la revue Agone "Stratégies des multinationales et ripostes ouvrières".

10) Expression révélant l'Idéologie selon laquelle les Etats-Unis (dès l'origine) ont mission civilisatrice vers l'Ouest pour assurer leur hégémonie.

11) Il conviendrait de relire "La révolution aux Etats-Unis" de James Boggs et Robert Williams - ed. François Maspero (1966) ainsi que les romans d'Upton Sinclair et de Jack London.

La prochaine « réforme nécessaire » du système des retraites : un argumentaire de faussaires à défaire

Sarkozy et son gouvernement ont annoncé une nouvelle «réforme» du régime des retraites, destinée comme les précédentes à dégrader la situation des salariés en les obligeant à travailler et cotiser plus longtemps et celle des retraités en diminuant leur pension. Et l'appareil de propagande médiatique s'est déjà mis en branle pour arracher le consentement résigné des uns et des autres à cette nouvelle régression sociale.

Cette nouvelle bataille se gagnera ou se perdra en partie sur le plan de l'argumentaire. Il faut que les militants soient en mesure de se convaincre et de convaincre les salariés du caractère erroné, illusoire ou même mensonger des arguments de l'ennemi de classe. Ce qui suit est une modeste contribution à l'élaboration de cette contre-argumentation.

Argument 1 - L'allongement de la durée de la vie implique nécessairement celle de la durée du travail sur la vie entière.

· **FAUX !** Entre 1870 et aujourd'hui, l'espérance de vie a presque doublé en France ; alors que, sur la même période, le temps annuel de travail a été quasiment divisé par deux ET la durée du travail sur l'ensemble de la vie s'est réduite, du fait de l'allongement de la scolarité et de l'institution des retraites. Il est donc possible de vivre de plus en plus vieux en travaillant de moins en moins ! C'en est d'ailleurs une condition.



· **Pourquoi ?** Tout simplement parce que **la productivité du travail augmente** : on produit de plus en plus par unité de temps de travail (heure, journée, année, individu sur une vie entière), en faisant travailler davantage les machines et moins les hommes.

Argument 2 - L'allongement de la durée du travail et de la durée de cotisation est rendu nécessaire par la baisse du rapport entre le nombre des retraités et celui des cotisants ou encore le nombre des inactifs et celui des actifs. Car, alors qu'il y avait 4 cotisants pour un retraité en 1950, il n'y en a plus aujourd'hui que 1,75 et il n'y en aura plus que 1,2 en 2050 !

· **AUTRE FAUSSE ÉVIDENCE !** A ce compte, nous devrions déjà tous être morts de faim... et depuis longtemps ! Au début du XX^e siècle, en France, un actif sur deux l'était dans le secteur agricole : alors, un actif agricole se nourrissait lui-même et nourrissait un autre actif non agricole. Aujourd'hui, il en nourrit une trentaine puisqu'il n'y a plus que 3% des actifs dans le secteur agricole. Plus généralement, un actif peut produire suffisamment de richesse de manière à entretenir un nombre croissant d'inactifs.

· **Comment est-ce possible ?** Là encore, grâce aux gains de productivité. Avec 1% de gain de productivité par an, la productivité par travailleur double en 70 ans ; avec 1,5% de gain, elle double en 47 ans ; avec 2%, elle double en 35 ans. Au rythme actuel d'accroissement de la

productivité, compris entre 1,5 et 2%, un actif d'aujourd'hui produira entre 2 et 2,2 fois plus de richesse sociale en 2050 qu'aujourd'hui. **Conclusion** : tout en diminuant, le nombre des actifs pourra entretenir un nombre d'inactifs supérieur à celui que l'on prévoit pour 2050 !

· D'ailleurs, c'est bien pourquoi on peut aujourd'hui entretenir deux fois plus de retraités avec proportionnellement 2,3 fois moins d'actifs, comme les données précédentes l'indiquent !

Argument 3 - L'allongement de la durée du travail et de la durée de cotisation est rendu nécessaire par le déficit actuel de l'assurance vieillesse (plus de 10 milliards d'euros en 2009) et pour sauver cette dernière de la faillite (sa dette cumulée sera de 50 milliards à l'horizon 2013).

MENSONGE PAR OMISSION ! Cette dette n'est pas due d'abord à des raisons démographiques mais à des raisons politiques : au fait qu'on ne prélève pas sous forme de cotisations sociales et d'impôts ce qui peut et doit être prélevé ! Car, s'il est des chiffres dont on parle, il en est d'autres que l'on tait curieusement. Par exemple :

· La part des salaires (directs et indirects, incluant les cotisations sociales) dans la valeur ajoutée (le supplément de richesse produit au cours d'une année) est actuellement de 65%, soit près de 9% de moins que ce qu'elle était au début des années 1980 et 4 à 5% de ce qu'elle était dans les années 1960, en pleine période de croissance des Trente Glorieuses. En 2008 (derniers chiffres connus), cela faisait un manque à gagner pour les salaires de **60 à 75 milliards d'euros** par rapport aux années 1960 et quelque **135 milliards d'euros par rapport au début des années 1980**. Qui n'ont pas été perdus pour tout le monde, puisqu'ils sont venus grossir les bénéfices des entreprises et les revenus de leurs actionnaires.

· Selon un récent rapport de la Commission de finances du Sénat, l'ensemble de «*niches sociales*» (des exonérations de cotisations sociales des entreprises) engendrera un manque à gagner de **42 milliards d'euros** en 2009 pour l'ensemble des organes de protection sociale. Tandis qu'un autre rapport de la Commission des finances de l'Assemblée nationale évalue à **73 milliards d'euros** le montant des «*niches fiscales*» (des exonérations d'imposition à des titres divers, dont la majeure partie bénéficie aux très hauts revenus).

Conclusion : il y a d'ores et déjà largement de quoi financer l'assurance vieillesse tout comme d'ailleurs l'assurance maladie. La dette de l'une et de l'autre ne tient pas à ce que la richesse socialement produite serait insuffisante mais à ce qu'elle est **TRES** inégalement répartie.

Argument 4 - Une dose de retraite par capitalisation est nécessaire pour sauver la retraite par répartition et pour permettre à chacun de se constituer un capital (une épargne-retraite) et de prendre sa retraite quand il le veut.

· **ILLUSION !** Tout système de retraite par capitalisation revient à confier son avenir à des marchés financiers. Or, on a bien vu récemment que ces marchés répondent essentiellement à des processus spéculatifs qui conduisent d'autant plus inévitablement à la catastrophe (le krach) que leur croissance a été antérieurement générée par un boom irrationnel (sans rapport avec celle de l'économie réelle sur laquelle ils reposent pourtant en dernier recours). Là où des régimes par capitalisation ont été institués, les retraités et futurs retraités ont vu leurs pensions ou futures pensions de retraite fondre comme neige au soleil ou tout simplement disparaître.

A Contre-Courant et les Amis de l'Emancipation Sociale

La propagande libérale en faveur de la nouvelle régression sociale qui se prépare doit être vaincue par ces contre-arguments à la portée de chacun.

Disponible pour reproduction et diffusion sur www.acontrecourant.org

La logique méconnue du *Capital*

Sous ce titre, notre camarade Alain Bihr fait paraître début avril aux éditions Page deux de Lausanne un introduction à la lecture du Capital, l'œuvre maîtresse de Marx, qu'il destine au plus large public. Nous reproduisons ici successivement la présentation de l'ouvrage puis quelques bonnes feuilles. L'ouvrage est disponible dans toutes les librairies depuis la première quinzaine d'avril au prix de 9,5 €.

Avec la brutale aggravation de la crise mondiale du capitalisme que nous avons connue au cours des deux dernières années, la nécessité s'est fait sentir de disposer d'éléments d'analyse de cette crise. Mais, plus fondamentalement encore, c'est l'exigence d'une matrice permettant d'élaborer de tels éléments qui s'est imposée, de manière à pouvoir suivre en continu une crise qui n'est pas prête de se résorber. Or, pour une bonne part, cette matrice est déjà constituée dans *Le Capital*, l'œuvre majeure de Marx, à la condition de la prendre dans sa totalité et de ne pas se contenter, comme on le fait encore trop souvent, de la découper à loisir, en la réduisant à quelques morceaux choisis, fût-ce des morceaux de choix. Aussi l'ambition de cet ouvrage est-elle de présenter l'ensemble du *Capital*, ses trois et même quatre Livres, en en restituant la logique interne et le tout en... 128 pages ! Impossible ? A vous de juger ! C'est en tout cas une vraie gageure qui m'a amené à privilégier un fil conducteur dans la lecture du *Capital*: l'analyse de l'autonomisation de la valeur qui institue ce monde à l'envers, « notre » monde, où les choses commandent aux hommes, où les producteurs sont tenus de se courber et de se prosterner devant leurs propres produits devenus marchandise, argent et capital comme devant des fétiches. L'ouvrage ne prétend nullement se substituer au *Capital* lui-même. Il fournit tout au plus une introduction et une incitation à sa lecture. Il cherche à convaincre le lecteur que, si les analyses du *Capital* sont quelquefois difficiles, elles ne sont jamais incompréhensibles et que se les approprier est possible mais aussi nécessaire à la transformation du monde actuel : au renversement de ce monde à l'envers, de manière à ce que les producteurs associés redeviennent maîtres de leurs conditions de production.

Alain Bihr

Près d'un siècle et demi après le début de sa publication par Marx (1867), *Le Capital* reste encore une œuvre largement méconnue. D'une part, très peu de personnes l'ont lue, du moins intégralement, du fait tant de son ampleur que de la complexité de certaines de ses analyses.

D'autre part, il continue à courir sur *Le Capital* un certain nombre d'idées reçues, plus fausses les unes que les autres, colportées aussi bien par le marxisme que par l'antimarxisme. Il en est deux en particulier auxquelles il faut d'emblée faire un sort. Selon la première, *Le Capital* serait une œuvre achevée, un monument, alors qu'à la mort de Marx des parties entières figurent encore à l'état de chantier, voire de simple ébauche. Selon la seconde, *Le Capital* serait une œuvre d'économie, un ouvrage d'économie politique; ce qui revient à ignorer que *Le Capital* porte pourtant comme sous-titre *Critique de l'économie politique* (...)

Que faut-il entendre par *critique de l'économie politique* ? Cette expression n'est certainement pas univoque. En scrutant de près les différentes déclarations de Marx à son sujet, on peut lui prêter au moins trois sens différents.

La critique des insuffisances de la science économique

C'est le sens le plus superficiel. Néanmoins, il est bien présent dans la démarche de Marx et il ne saurait être ignoré ou négligé. D'autant plus que c'est le seul qui en ait été retenu par la plupart des commentateurs de Marx.

Tout le travail préparatoire à la série de manuscrits menant des *Grundrisse* au *Capital* et une bonne partie de ces manuscrits eux-mêmes se présentent en effet comme une relecture critique des œuvres de l'ensemble des économistes. Et nous avons vu que Marx projetait, sous forme d'un quatrième Livre du *Capital*, une sorte d'histoire critique de la pensée économique.

Critique, la lecture que Marx fait de ces œuvres l'est en un double sens. D'une part, tout en tirant parti de leurs acquis, il met en évidence leurs lacunes, leurs insuffisances, leurs erreurs théoriques en même temps que leurs illusions idéologiques. D'autre part, il se propose de dépasser leurs limites, donc en un sens de parachever la science économique comme connaissance positive du procès global de la production capitaliste. Ainsi affirme-t-il dans la

préface à la première édition allemande du premier Livre du *Capital* que « le but final de cet ouvrage est de dévoiler la loi économique du mouvement de la société moderne » (I, 19)¹.

De fait, Marx aura considérablement fait progresser la connaissance de l'économie capitaliste, en la débarrassant des confusions dans lesquelles elle se débattait avant lui, y compris chez les grands classiques (Smith, Ricardo, Malthus), notam-



ment celles concernant le concept de valeur. Il aura ainsi su, le premier, formuler les lois générales de développement de la production capitaliste : loi de la valeur, loi d'accumulation, loi d'équilibre des échanges entre sections, loi de formation d'un taux de profit moyen, etc.

Mais – et c'est là le point important – ce qui a permis à Marx de dépasser les limites de ses prédécesseurs économistes, c'est précisément *le rapport critique* qu'il entretient à la réalité qu'il étudie. C'est parce qu'il ne considère pas les rapports capitalistes de production, autrement dit les formes capitalistes de la production sociale, comme des formes naturelles, éternelles, immuables et bien moins encore comme des formes parfaites et sacrées, mais qu'il les envisage au contraire comme des formes historiques, imparfaites et destinées à être dépassées, qu'il n'est pas victime des apparences et des illusions qu'elles font naître et qui sont responsables des erreurs commises par la plupart voire la totalité des économistes. C'est la posture critique de Marx face à la réalité capitaliste qui lui a ouvert la voie de la connaissance objective approfondie de cette dernière.

La critique du capitalisme comme « monde à l'envers »

Car l'objet de la critique marxienne de l'économie politique ne se réduit nullement à la seule science économique ; et son objectif ne se réduit pas davantage à dénoncer les lacunes et les insuffisances de cette science et à la parachever comme telle. Par delà la science économique, la critique marxienne s'en prend à la réalité même qui en est l'objet, c'est-à-dire aux rapports capitalistes de production et au mode de production capitaliste dans son ensemble qui se constitue sur la base de ces rapports. Autrement dit, par delà l'économie politique comme *représentation*, Marx s'en prend à l'économie politique comme *monde* : aux rapports capitalistes de production structurant le monde contemporain.

Les motifs de sa critique de ces rapports sociaux sont multiples. Je ne peux ici que les annoncer, en des termes qui ne s'expliqueront pleinement qu'au fil des développements à venir :

- *l'exploitation et la domination du travail salarié par le capital*, la non équivalence que masque le rapport d'échange contractualisé qu'est le salariat, secret de la mystérieuse capacité du capital à produire et accumuler de la plus-value. Exploitation et domination qui reposent sur :

- *le processus historique d'expropriation des producteurs* (la séparation des producteurs de leurs moyens de production) qui, sur la base de la destruction et de la dissolution de toutes les formes antérieures de propriété et de production, a permis la formation du capital comme rapport social de production ;

- *la manière dont la confusion* (non seulement mentale mais sociale, pratique autant qu'idéologique) des rapports de production avec leurs supports matériels (la marchandise, la monnaie, les moyens de production, etc.), conduit à *fétichiser* ces supports, à leur conférer l'apparence de réalités autonomes, existant indépendamment des hommes, capables de se mettre en mouvement, de se produire et de se conserver par elles-mêmes ;

- *les contradictions* qui minent ce mode de production et ses autorégulations spontanées, contradictions entre sa forme (marchande et monétaire) et son contenu (le développement quantitatif et qualitatif des forces productives), qui en font un mode de production fondamentalement instable, au cours nécessairement heurté et chaotique, interrompu par *des crises* structurelles périodiques, aux conséquences sociales et politiques dramatiques et quelquefois catastrophiques.

Si l'on avait à résumer en une seule formule la critique marxienne de l'économie politique comme monde, autrement dit sa critique de l'univers capitaliste, on pourrait dire qu'il dénonce en lui

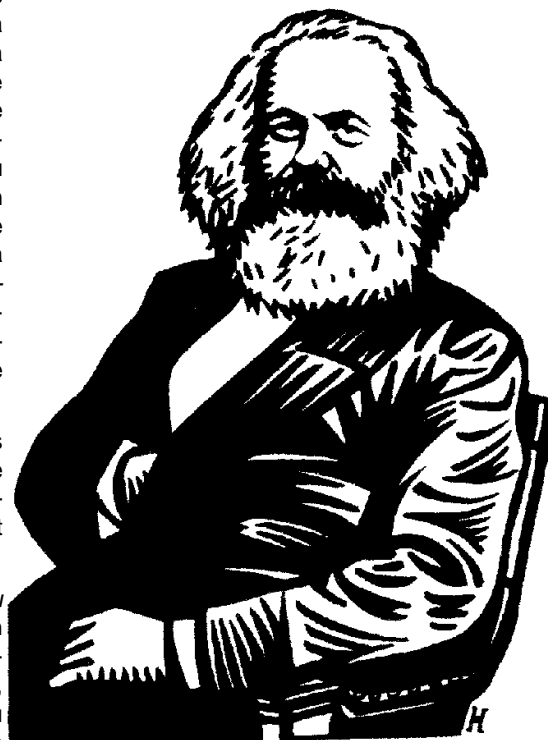
un monde à l'envers, c'est-à-dire un monde dans lequel les producteurs sont dominés par leurs propres produits autonomisés (sous forme de marchandises, d'argent et de capital), un monde dans lequel les hommes sont gouvernés par les choses qui résultent pourtant de leurs propres activités, bien plus : un monde dans lequel les hommes sont sacrifiés à la survie de ces choses fétichisées, érigées en idoles barbares et sanguinaires qui n'hésitent pas à vouer les hommes à la misère et à la mort pour perpétuer leur propre règne.

Le projet de la fin de l'économie comme règne de la nécessité et de la rareté

Cependant le but ultime de la critique marxienne de l'économie politique est de montrer que, sous une forme certes contradictoire, dans le cadre des rapports capitalistes de production, s'accumulent aussi les conditions objectives (sous forme de forces productives matérielles) mais aussi subjectives (sous forme de forces sociales) rendant possible un autre monde. Autrement dit, à ses yeux, la dynamique même de l'économie capitaliste crée les conditions de possibilité non seulement du renversement de ce monde à l'envers qu'est l'univers capitaliste, de la réappropriation par les hommes de leurs conditions sociales d'existence, de la constitution d'une société reposant sur la « *libre association des producteurs* », mais encore et du même coup, plus fondamentalement, du dépassement de toute économie : de l'abolition du règne de la nécessité et de la rareté qui fondent l'univers économique et, avec elles, de la « *lutte pour la vie* », de l'accès à l'abondance et à la liberté définie notamment par la fin du travail (par la réduction au minimum de la durée du travail nécessaire).

Possibilités dont la pleine actualisation supposait, selon Marx, une révolution et l'avènement d'un nouveau mode de production, *le communisme*. La démonstration de la possibilité du communisme, tel est le sens final de la critique marxienne de l'économie politique.

Alain Bihr



— J'attends la suite avec intérêt !

1) Les citations du *Capital* renvoient à son édition par les Editions Sociales en huit tomes. Le nombre romain indique le tome, le nombre arabe la page.

Des causes de la crise

Modèle libéral et modèle proudhonien

(Un ouvrage de Jacques LANGLOIS)

On a déjà beaucoup dit et écrit sur la Crise. Dans la majorité des cas, les analystes se sont penchés sur son aspect directement vécu: le financiero-économique avec ses retombées sociales, notamment la disparition dans les pays développés - mais pas seulement là - de centaines de milliers, voire de millions d'emplois.

J. Langlois en a une approche toute différente, tout en en reconnaissant les conséquences humaines. Partant du modèle libéral - il en distingue en fait deux: l'"originel" (le libéralisme philosophique des 18ème et 19ème siècles) et le "moderne" (le néo-libéralisme et ses pratiques) - il met en parallèle ce dernier avec le modèle proudhonien, ce qui peut paraître surprenant. S'il y a, dit-il, des points communs entre les deux modèles: *"la modernité, le rôle du travail, la limitation ou la disparition de l'Etat, le primat de la liberté individuelle (p. 8)*, il y a aussi des différences énormes, en particulier d'ordre philosophique, politique, économique, juridique, qu'il faut comparer pour en examiner les implications et les contradictions. Et cette comparaison, pour avoir un sens, doit être menée *"dans bien des domaines, dans les substrats cachés, voire occultés car devenus le sens commun"*. Et, ajoute-t-il, l'objet de cet essai est aussi de *"montrer que le libéralisme contient depuis longtemps la possibilité du krach de la finance, possibilité que le néo-libéralisme et les «libéraux pratiques» ont accélérés depuis trente ans"* (p. 10). En soi le libéralisme contient toutes les perversions qui ont mené à *"la voracité et l'immoralité des riches et des puissants"*. Ce à quoi n'aurait pu conduire la doctrine proudhonienne, ni à la marchandisation de tout, *"y compris des hommes et des femmes du monde entier"*.

La comparaison entre le modèle "réalisé" (le libéral) et le "projeté" (le proudhonien) peut prêter à interrogation rapport au titre "DES CAUSES DE LA CRISE" puisque le premier a fait ses preuves, nocives certes, surtout dans la période contemporaine, alors que le second n'existe que virtuellement. D'où la nécessité d'appréhender les fondements des deux conceptions en profondeur. Ce à quoi s'attache l'essayiste. Il part du postulat que la crise mondiale n'est pas due à la seule rapacité des banquiers et autres financiers. Elle résulte surtout des vices cachés de la pensée libérale, tant économique que politique, dès ses origines. Le néo-libéralisme apparu il y a une bonne trentaine d'années, enterrant définitivement les "Trente Glorieuses", n'a fait qu'aggraver la chose. La pensée libérale - je dirai volontiers ultra-libérale - avec les Milton Friedmann, l'école des "Chicago boys" et autres "experts", a permis aux "libéraux pratiques" (financiers, banquiers, managers, experts en coups tordus...) - à cent lieues des "libéraux philosophiques" des origines - de mettre la main sur l'Etat pour édicter des politiques favorables au capitalisme, à la rente et aux riches.

La crise actuelle est, selon J. Langlois, une crise de civilisation qui est en train de démontrer que les fondements moraux, anthropologiques, culturels, sociologiques, économiques, juridiques du libéralisme reposent sur du vent, sur du sable mouvant, sont sans assises solides. Ainsi, au cours des pages, on saisit mieux le sens de la comparaison faite par l'auteur des deux doctrines, Proudhon étant reconnu comme l'un des pères de l'anarchisme social et l'auteur se reconnaissant comme socialiste libertaire. Ce qui l'autorise à énoncer ce qu'il pourrait en être des choses de la vie selon une approche proudhonienne, évidemment à l'exact opposé du modèle néo-libéral.

J.F.

J. Langlois, retraité, a été cadre supérieur à EDF-GDF. Il a milité à la CFDT, puis à la CGT. Il a publié une dizaine d'ouvrages socio-politiques.

"Des Causes de la Crise", disponible (contre 15€ +10% de port) aux "Editions Libertaires", 35 allée de l'Angle, Chaucre, 17190 St Georges d'Oléron. Tél: 05 46 76 73 10

Depuis de nombreuses années, les éditos d'ACC et d'AL sont publiés dans les deux revues, avec un léger décalage dans le temps, parfois, quand les dates de nos parutions respectives ne correspondent pas.

Nous publions ci-dessous l'édito d'"Alternative Libertaire" n° 194 (avril 2010). **"Alternative Libertaire"** coûte 2 euros au numéro et est disponible par abonnement et en kiosque. Abonnement: 20 euros pour un an (11 numéros) à adresser à **"Alternative libertaire"** BP 295 75921 PARIS cedex 19.

La tête ailleurs

Les élections passent et se ressemblent. Voilà la France toute de rose vêtue. Le sommet reste pourtant bien bleu horizon mais bon, il faut croire à la « victoire-de-la-gauche-qui-gagne ». À Europe-écologie on verdit de plaisir, tandis qu'au Front de gauche on se réjouit d'avoir plumé la volaille NPA. Bien sûr l'abstention reste ultra-majoritaire, bien sûr le Front national a marqué des points indéniables, pas forcément en nombre de voix, mais gageons que cela suffira à galvaniser des militants frontistes rassemblés autour de « Marine ».

Mais enfin « l'espoir refléurit »... Et il faudrait y croire ? Les régions socialistes sont pourtant bien celles qui financent l'enseignement privé et inondent d'argent frais les boîtes qui licencient, non ?

Chut, chut, chut ! Peu importe, Mme Royal est de nouveau présidentiable, enfin ! Voilà de l'info, voilà de la politique avec des vrais morceaux de « réalisme » dedans.

Les élections passent et se ressemblent... leur utilité réelle ? Une diversion rassurante au moment où il faudrait mettre toutes les énergies militantes au service du mouvement social. Des luttes il y en a. Des grèves à mener aussi. Un mouvement d'ampleur à bâtir pour sauver les retraites des griffes capitalistes ? Aussi !

Il est urgent que les militantes et militants anticapitalistes et révolutionnaires cessent de lorgner vers 2012 et de se préoccuper de leurs petites combinaison électorales pour mettre les deux pieds dans les luttes. Et vite. Nous le redisons ici, il n'y a qu'un débouché aux luttes : leur victoire. C'est ce qui doit rassembler et mobiliser aujourd'hui prioritairement les collectifs militants, les syndicalistes de lutte. Au boulot et évitons d'avoir la tête ailleurs.

Alternative libertaire, le 27 mars 2010

Nucléaire et langue de bois

L'EPR

Les 8 et 9 mars dernier, Paris accueillait une conférence internationale où se sont retrouvés 65 pays qui allaient être sollicités pour se doter de la technologie nucléaire. C'est bien évidemment notre VRP en chef, locataire de l'Élysée, qui ouvrait la séance, laquelle fut animée par le directeur général de l'AIEA (Agence Internationale pour la promotion de l'Énergie Atomique). La présence du directeur général de l'Agence ne pouvait suffire cependant à masquer l'intention obstinée du président de la République de vendre la technologie française à qui voudrait bien se la procurer. Cette technologie qui s'efforce d'aboutir à la réalisation de l'EPR, réacteur dit de troisième génération, est pourtant de plus en plus sujette à interrogation de la part des éventuels postulants. Les désistements effectifs de certains pays: Abou Dhabi (marché de 20 milliards de dollars), USA, Grande Bretagne, ne sont pas anodins. Encore faut-il ajouter la non confirmation de premiers accords de la part d'autres.

Dans ses déplacements "commerciaux", Sarko ne faisait que signer un "mémoire" ou un "accord de coopération" évoquant la possibilité de construction d'un EPR. La propagande par des media serviles a fait le reste: laisser croire aux Français que leur président avait vendu de nombreux EPR, ce qui est totalement faux. Finalement, comme le dit le réseau "Sortir du Nucléaire", Sarko n'aura vendu jusqu'alors qu'un seul EPR, à lui-même, celui de Penly (Seine-Maritime) et ce sont les contribuables français qui vont le payer (celui de Flamanville, en cours de construction, coûte déjà un milliard d'euros de plus que l'estimation initiale qui était de 3 milliards).

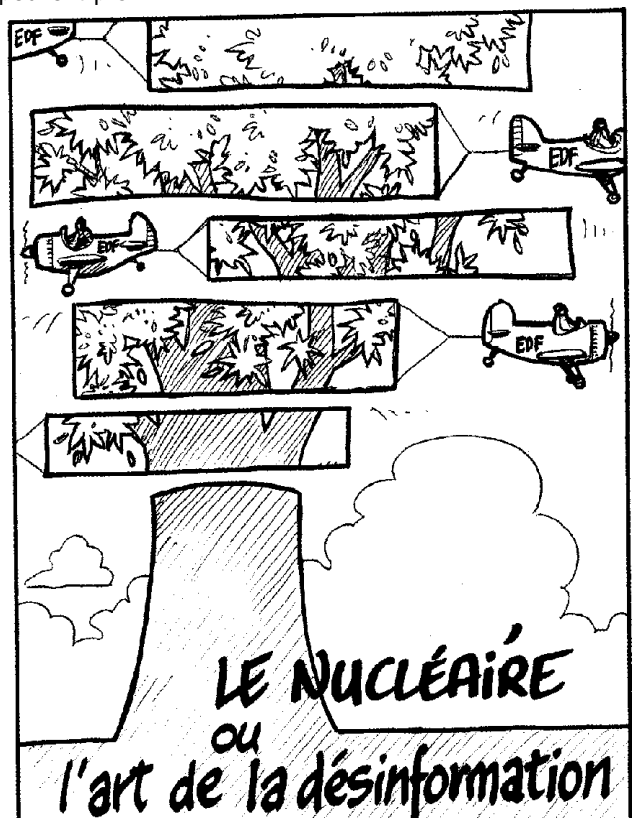
Justement revenons à ce fameux prototype. Sa construction accuse déjà un notable retard. Le 2 novembre dernier, trois autorités de sûreté nucléaire (ASN): l'anglaise (EDF envisage l'implantation de l'EPR dans ce pays), la finlandaise et la française ont publié un communiqué commun mettant en lumière de graves lacunes dans le système de contrôle du réacteur. Curieusement l'ASN française avait donné depuis longtemps son autorisation de mise en chantier. Elle n'avait donc rien vu, à moins qu'elle ait décidé de se taire... Aurait-elle réagi alors sous la pression des deux autres autorités, notamment celle de la Finlande où le premier prototype vendu par la France accumule retard, défauts, arrêts et surcoût? Dès lors quelle crédibilité lui accorder? Son indépendance, en particulier vis à vis du pouvoir politique, ne serait-elle que de façade?

Beaucoup plus grave. Plusieurs associations antinucléaires: le réseau "Sortir du Nucléaire", l'Observatoire du Nucléaire, et le Comité de Réflexion, d'Information et de Lutte Antinucléaire (CRILAN) ont reçu début mars des documents confidentiels provenant d'une source anonyme interne à EDF, montrant que l'EPR de Flamanville présentait un "risque d'accident majeur". Selon ces documents (consultables sur le site de "Sortir du Nucléaire") certains modes de pilotage du réacteur peuvent provoquer l'explosion de ce dernier à la suite de l'éjection de grappes qui servent à contrôler la puissance du réacteur, à le piloter: elles sont à la fois l'accélérateur et le frein. L'accident d'éjection de grappes peut dès lors être comparé au blocage de l'accélérateur à fond. Une catastrophe de type Tchernobyl pourrait s'en suivre.

Le moment choisi pour divulguer ces documents n'est pas fortuit. Les associations antinucléaires les ont reçus très peu de temps avant le grand marchandage des 8 et 9 mars organisé à Paris avec le concours de l'OCDE pour promouvoir le nucléaire, et quelques semaines avant le 24 mars, date d'un débat public (!) sur le projet d'un deuxième EPR à Penly, près de Dieppe. Dans ces conditions, la révélation de ces documents est une sérieuse alerte, un

cri d'alarme qui doit parvenir aux oreilles des citoyens, et un appel au bon sens. Malheureusement tous ces promoteurs à courte vue ont du coton dans les oreilles; pour eux seul compte le profit, une possible catastrophe n'étant sans doute appréhendée que comme dégât collatéral!

Cet aspect peu réjouissant de la chose ne les empêche pas, président en tête, d'appeler à développer et financer la technologie du nucléaire civil partout dans le monde, ce dont nos politiques font un enjeu économique, industriel et géopolitique. La France devient ainsi, selon le mot de "Sortir du Nucléaire", "leader mondial... de la prolifération". Après avoir commencé à polluer son territoire: radionucléides dans l'eau, dans le sol (La Hague, le Tricastin), les anciennes mines d'uranium abandonnées, les décharges sauvages à peine couvertes de remblai, et se préparant à mettre en danger les générations futures avec l'enfouissement des déchets radioactifs dont nos apprentis sorciers ne savent que faire, notre beau pays tant vanté touristiquement n'hésite pas, pour des raisons mercantiles et de suprématie, à transmettre à tout pays qui déclarera présenter quelque garantie (la Libye par exemple) ce savoir-faire de pollueur en chef et ce potentiel "tchernobyléen".



La dimension militaire

Il faut développer la technologie du nucléaire pacifique, a lancé Sarko le 8 mars devant l'aréopage des 65 invités. Et c'est au nom de ce prétendu nucléaire pacifique qu'il est un des plus ardents partisans des repréailles à l'encontre de l'Iran suspectée de vouloir enrichir l'uranium qu'il détient dans le but supposé de la fabrication de la bombe. A ce sujet il n'est pas inutile de rappeler que la France, dans un passé pas si lointain, a aidé certains Etats: Israël, Irak, Afrique du Sud, à essayer de se doter de la bombe, avec succès pour le premier. Qu'en est-il en fait du nucléaire civil? Est-il vraiment une garantie de la non prolifération à des fins militaires? Le moins que l'on puisse dire, c'est que le doute est largement permis. Les autorités françaises font un distinguo aisé et sans justification solide entre le versant civil pacifique et le versant militaire, par essence dangereux entre les mains des autres, et donc réservé à un quarteron de déjà détenteurs de l'arme. Mettre l'accent sur le côté "civil" de cette technologie énergétique sert d'alibi pour masquer l'enrichissement de l'uranium à des fins militaires (cf. le conflit larvé, pour le moment, Iran/Occident, mais aussi la fabrication en France du missile nucléaire d'attaque M51 d'une portée de 8 000 à 10 000 km destiné à équiper en juillet de cette année les sous-marins nucléaires). L'enrichissement constitue une étape indispensable pour fabriquer le combustible nécessaire aux centrales, ainsi que la matière fissile des bombes. Tout pays qui se dotera de la technologie nucléaire "civile" sera en mesure de programmer la bombe.

Dans quelques mois aura lieu la révision du Traité de Non Prolifération (TNP). On ne peut dès lors que s'indigner de la provocation qu'a constituée la tenue de la conférence des 8 et 9 mars, qui n'avait en réalité comme raison d'être qu'un banal marché industriel et commercial. Nucléaire civil et nucléaire militaire sont les deux faces d'un même médaille ionisée. Tant qu'il y aura des centrales, il y aura des bombes.

Du sens des mots

Un premier ministre français qui perd son sang-froid à la tribune de l'OCDE le 8 mars en traitant d' "irresponsables" des antinucléaires qui ont porté à la connaissance du public un document interne à EDF révélant l'énorme risque que fait courir au monde l'EPR (accident de type Tchernobyl), voilà qui ne manque pas de sel pour qui suit quelque peu le développement contemporain de cette filière énergétique. S'il est "irresponsable" de vouloir informer les gens, ce que ne font pas ceux qui en ont la charge, et qui sont aussi ceux qui prônent la transparence, qu'est-ce alors qu'être "responsable"? Serait-ce :

- de déclarer qu'un nuage radioactif s'arrête à la frontière de l'hexagone (le professeur Pellerin en 86)
- de vendre l'EPR à des pays politiquement instables,



- d'exporter et de stocker des déchets en Russie (et tant pis pour les Russkov!),
- de transporter des déchets radioactifs par trains sillonnant campagne et villes,
- de faire croire que le nucléaire est une solution au réchauffement climatique, comme le prétend le directeur de l'AIEA, le japonais Y. Amano, et d'autres comme le "premier" des Français,
- d'envoyer des intérimaires, sans véritable formation adaptée, dans le coeur des centrales (maintenance), et les "jeter" quand la dose de rayons qu'ils ont reçus a dépassé la limite autorisée,
- de cacher pendant des décennies les dégâts humains générés par les essais (Sahara, Mururoa),

- d'imposer le chauffage électrique domestique pour justifier le choix du nucléaire,

- de construire des centrales dans des zones inondables (le Blayais) ou sismiques,

- d' "oublier" des kg de plutonium (un millionième de g inhalé est mortel) dans un coin d'une centrale (Tricastin),

- de soutenir des régimes autoritaires dans les pays exportateurs d'uranium (Niger, Congo),

- de construire un réacteur qui ne résisterait pas au crash d'un avion, et "jouer" sur la sécurité pour des raisons d'économie (alerte des ASN).

Si tel est le cas, alors sont "irresponsables" pas mal de pays européens: le Danemark, la Grèce, le Portugal, l'Islande, le Luxembourg, qui n'ont jamais développé de programme nucléaire; ou l'Allemagne et l'Espagne engagées vers la sortie du nucléaire; ou encore l'Autriche qui a déclaré inconstitutionnel le recours à ce mode d'énergie.

M. Fillon, dans votre rôle de second couteau, vous avez beau faire des effets de manche et jouer les matamores devant vos invités, il n'en reste pas moins qu'il est indéniable que les irresponsables dans cette question de prolifération tous azimuts de la technologie la plus dangereuse qui soit sont bien ceux qui la vénèrent, et que sont responsables ceux qui s'y opposent et tentent d'alerter les populations qui, dans leur majorité, n'y sont pas favorables, et qui, un jour ou l'autre, risquent d'en pâtir. En annonçant la création d'un Institut international de l'énergie nucléaire qui doit regrouper les meilleurs chercheurs français (cocorico !) dans un réseau chargé de former des spécialistes du nucléaire civil, Sarko compte bien, à la manière d'un trader d'une multinationale du CAC 40, que la France empochera la mise à terme.

Pendant ces deux journées, il n'a pas dû être beaucoup question d'économie d'énergie ni de développement d'énergies alternatives. Cela eut paru saugrenu. Et notre omni président dans sa mégalomanie réformatrice, ayant failli jusqu'alors dans sa politique intérieure (accroissement du chômage, de la précarité, de la pauvreté, des inégalités) et dans sa velléité de moraliser le capitalisme (tiens, on ne l'entend plus sacrer contre les paradis fiscaux!) voudrait bien redorer un blason pas mal écorné, d'ici 2012, par le biais d'un domaine où il se sent en position de dominateur.

Le 15-3-10 J.F.

Sources : pour l'essentiel des informations: communiqués et site du réseau "Sortir du Nucléaire" (www.sortirdunuclaire.org)

Syndicats : l'impossible front commun

La plupart des appareils syndicaux vont faire obstacle à la montée des luttes sur les retraites. L'article que nous reproduisons ci-contre, paru dans le n° 194 (avril 2010) de la revue "Alternative Libertaire" (voir page 10 du présent numéro les conditions d'abonnement à "AL"), ainsi que sur le site web de cette même organisation, résume les positions respectives de la CFDT, de la CGT, de FO, des Solidaires et de la FSU sur la question des retraites et donne une idée de ce que sera leur engagement si la bataille devait prendre de l'ampleur. Il vaut mieux être prévenus pour ne pas être déçus ou piégés par les "trahisons" à venir...

Si la CFDT a acquis une solide réputation en la matière, on ne se méfie pas assez de la CGT. Un de ses plus anciens adhérents - Jean LEVY, qui a pris sa carte en septembre 1944 ! - est pus que méfiant, lui. Il vient d'interpeller Thibault dans une lettre ouverte où il rappelle que ce dernier a pris l'initiative de "de briser la grève des cheminots, en novembre 2007, en " négociant " personnellement avec Nicolas Sarkozy, le premier jour d'un mouvement unitaire qui s'avérait encore plus puissant que celui de 1995. Il est vrai qu'en 2003, déjà, en pleine lutte de masse pour les retraites, vous déclariez que vous n'étiez pas là pour " paralyser la France " par une grève généralisée..." Cet adhérent rappelle aussi la prise de position du chef "en 2005 au sein de la CGT, contre le NON à la constitution européenne."

Mais, des interpellations, Thibault s'en fout. Ce qui pourrait davantage l'inquiéter et le rendre raisonnable - lui comme d'autres "responsables" - c'est l'émergence de collectifs décidés à se battre à côté des appareils. On vient d'en repérer deux, sur internet :

"Appel unitaire ATTAC/COPERNIC pour défendre nos retraites à 60 ans" :

<http://www.exigences-citoyennes-retraites.net> et :

<http://www.retraites-enjeux-debats.org/>

Ils font circuler des pétitions, des informations et des argumentaires (ACC et les AES aussi ! : voir page 6 et 7 du présent numéro).

L'apparition de ce genre de démarches est plutôt réjouissante. C'est de cette manière que le mouvement social a réussi à mettre à son actif le seul réel succès de ces dernières années : la victoire du NON au TCE. Il a été acquis en dehors des appareils, et souvent même contre eux.

Entre une CFDT en phase avec le gouvernement et une union syndicale Solidaires qui revendique le retour au système de retraite d'avant les contre-réformes, les autres syndicats se préparent à accepter de nouveaux reculs plutôt que de s'engager dans une confrontation avec le pouvoir et le patronat.

La CFDT est la confédération la plus en phase avec le discours libéral sur les retraites. Elle se dit ouverte à toute discussion pour « sauver » le système par répartition : allongement de la durée de cotisation, système par point... La CFDT revendique une égalité de traitement « par le bas » des différents régimes de retraites. Selon Les Échos du 20 janvier 2010, la CFDT réfléchirait à l'alignement du mode de calcul des pensions publiques sur celui des retraites du privé, soit les 25 meilleures années au lieu des 6 derniers mois. Elle a démenti, mais entre temps, le gouvernement a trouvé l'idée... intéressante. La CFDT pèse de tout son poids pour qu'aucune mobilisation d'ampleur des salarié-e-s n'ait lieu sur cette question.



La CGT est la confédération la plus ambiguë. D'une part, la direction confédérale prône le droit à la retraite à 60 ans pour une carrière complète, avec un taux de remplacement d'au moins 75 % et une pension au minimum égale au Smic. Elle revendique également l'intégration des années d'études et des périodes de précarité dans le calcul des annuités, ainsi que la prise en compte de la pénibilité du travail. Elle est beaucoup plus discrète sur le nombre d'annuités à cotiser depuis qu'elle a abandonné la revendication des 37,5 annuités lors de son congrès de décembre 2009. Ce qui aura marqué le plus les esprits, c'est l'abdication de toute combativité de la direction sur cette question. La mobilisation massive des salarié-e-s du public en 2003 a été anesthésiée par une succession de « temps forts » qui l'ont fait mourir à petit feu. Et en 2007, lors de la remise en cause des régimes spéciaux, Bernard Thibaut a sifflé la fin de la partie avant même que la grève des cheminots ne commence.

La CGT-FO affiche des positions proches de la CGT, mais elle a également abandonné la revendication des « 37,5 années pour toutes et tous », au grand dam d'une partie de sa base. Et, au-delà de ses appels incantatoires à la grève générale, elle est peu favorable à une mobilisation unitaire, ayant même trouvé un prétexte pour ne pas participer à la journée d'action du 23 mars.

Solidaires partage nombre de revendications avec la CGT mais elle est la dernière force syndicale, avec la FSU, à ne pas avoir renoncé à la revendication des 37,5 annuités de cotisations pour toutes et tous, et au maintien des régimes spéciaux. Pour financer de telles revendications, Solidaires estime qu'il faut modifier la répartition des richesses entre les revenus du travail et ceux du capital, et augmenter les cotisations patronales au détriment des dividendes versés aux actionnaires. La satisfaction d'une telle revendication ne peut passer que par un affrontement victorieux contre le patronat et l'État. C'est pour cela que Solidaires propose, en vain pour l'instant, une mobilisation unitaire et durable pour y parvenir.

La FSU souhaite, par le biais du fisc, rééquilibrer le partage des richesses en faveur des salarié-e-s, en taxant plus fortement les revenus financiers et du patrimoine. La FSU revendique un statut social pour la jeunesse qui permettrait la validation des périodes d'études et de précarité. Le niveau d'engagement de la FSU dans la mobilisation sur les retraites dépendra surtout de sa capacité s'émanciper de la CGT avec laquelle elle a un partenariat privilégié.

Martial AL Angers (fin mars 2010)

Le cocufiage en règle décrit dans l'édition d'ACC n°192 (Février 2008) pour qualifier le "Grenelle de l'environnement" organisé par Sarkozy, n'en fini pas de faire des victimes.

"Les Amis de la Terre", qui avaient participé à cette opération médiatique, semblent exprimer quelques regrets dans un communiqué qu'ils viennent récemment de publier. Mais, même s'ils ont l'air de (re)découvrir les règles de fonctionnement du Capital, on sent qu'ils veulent encore y croire, et pensent qu'après ce nouveau moment d'égarment, Sarkozy redeviendra écolo.

Comme ce communiqué fournit d'intéressantes informations, on le reproduit ci-dessous.

Garantie de la Coface pour le charbon d'Afrique du Sud : une honte pour la France

En toute discrétion, la Coface a décidé la semaine dernière d'apporter une garantie au projet de centrale thermique à charbon de Medupi en Afrique du Sud. Cette centrale émettra à elle seule l'équivalent de 5% des émissions françaises. Elle contribuera à l'aggravation de la pauvreté des Sud-Africains, en bénéficiant uniquement à un secteur industriel largement contrôlé par des multinationales occidentales. La France soutient ce projet en raison de l'implication d'Alstom dans la construction de la centrale. Cette décision révèle un mépris total du Gouvernement pour ses engagements en matière climatique et pour les protestations de la société civile sud-africaine.

En dépit des demandes des Amis de la Terre, et de la mobilisation de 65 organisations sud-africaines et de plus d'une centaine d'ONG dans le monde contre le projet, la Coface, l'agence publique de crédit aux exportations française, a décidé de prendre en garantie pour le compte de l'Etat français le projet de centrale à charbon de Medupi de l'entreprise sud-africaine Eskom. Alstom est l'un des contractants.

La centrale émettra 25 millions de tonnes de CO2 par an et entraînera des pollutions majeures au soufre et au mercure. Elle implique aussi l'ouverture de 40 nouvelles mines de charbon pour l'alimenter.

Anne-Sophie Simpère, chargée de campagne Finance publique aux Amis de la Terre, explique : « Cette centrale est une catastrophe environnementale et climatique. Pire : elle vise à fournir de l'électricité à des multinationales comme BHP Billiton ou Anglo American Corporation, elles-mêmes très polluantes. Quatre mois après le sommet de Copenhague, le soutien de la France à un tel projet décrédibilise totalement notre pays en matière environnementale. Il est scandaleux d'investir l'argent public dans des projets aussi destructeurs. »

La société civile sud-africaine rejette le projet non seulement à cause de ses impacts écologiques, mais aussi parce qu'il va aggraver la pauvreté dans le pays. En effet, les industries basées en Afrique du Sud bénéficient de tarifs artificiellement bas pour l'électricité, en raison d'accords inéquitables signés à la fin de l'apartheid. Ainsi, le coût de production de l'électricité pèse de façon disproportionnée sur la population, et non sur les grosses entreprises consommatrices. Ainsi, pour rembourser l'investissement que représente la centrale de Medupi, Eskom a déjà annoncé une augmentation de 25% par an des tarifs de l'électricité pour les particuliers.

Sébastien Godinot, coordinateur des campagnes aux Amis de la Terre, commente : « L'Etat français qui garantit le projet dans l'intérêt d'Alstom, donne l'image d'une France qui soutient un système injuste, anti-écologique, au bénéfice des riches multinationales, et pesant sur les plus pauvres ». Le 8 avril 2010, la Banque mondiale sera amenée à examiner un prêt pour le même projet. Les Etats-Unis ont déjà annoncé qu'ils s'abstiendraient. Suite à la décision de la Coface, la position de la France semble mal engagée. Les Amis de la Terre demandent à Nicolas Sarkozy de saisir cette dernière chance de se montrer cohérent avec ses engagements, et de voter contre le prêt de la Banque mondiale à la centrale de Medupi.

Les Amis de la Terre (début Avril 2010)

En guise d'hommage à Jean Ferrat

La porte à droite

On m'a dit tes idées ne sont plus à la mode
Quand on veut gouverner ce n'est pas si commode

Il faut évidemment s'adapter au terrain
Mettre jour après jour un peu d'eau dans son vin

On m'a dit dans la jungle il faut qu'on se débrouille

On est bien obligé d'avaler des magouilles
De laisser dans un coin les projets trop coûteux
On va pas tout rater pour des canards boiteux

La porte du bonheur est une porte étroite
On m'affirme aujourd'hui que c'est la porte à droite

Qu'il ne faut plus rêver et qu'il est opportun
D'oublier nos folies d'avant quatre-vingt-un

On m'a dit qu'il fallait prêcher le sacrifice
A ceux qui n'ont pas pu s'ouvrir un compte en Suisse

Qu'il fallait balayer tous nos vieux préjugés
Et que ceux qui travail'nt étaient privilégiés

On m'a dit tu comprends tes idées archaïques
Ne feront qu'aggraver la crise économique
Ainsi la liberté dans un monde plus juste
Fait partie des slogans qui sont un peu vétustes

La porte du bonheur est une porte étroite
On m'affirme aujourd'hui que c'est la porte à droite

Qu'il ne faut plus rêver et qu'il est opportun
D'oublier nos folies d'avant quatre-vingt-un

Puis d'autres sont venus beaucoup moins présentables

Qui parlaient de la France en tapant sur la table
Qui disaient faut changer c'est la loi du pendule
On va pour commencer supprimer la pilule

Ensuite il faudra bien flytoyer la vermine
Rétablir la morale avec la guillotine
Et pi gn'a qu'à virer les mauvais syndicats
Pour conserver celui qui plaît au patronat

La porte du bonheur est une porte étroite
On m'affirme aujourd'hui que c'est la porte à droite

Qu'il ne faut plus rêver et qu'il est opportun
D'oublier nos folies d'avant quatre-vingt-un

Ils ont dit qu'il fallait se montrer réaliste
Qu'il y avait du bon dans les journaux racistes
Qu'il fallait nettoyer ce cher et vieux pays
Si l'on ne voulait pas qu'il devienne un gourbi

Dois-je vous l'avouer ces propos me renversent
Quand je vais boire un verre au café du commerce

Parfois je crois revoir sur du papier jauni
La photo de Pétain dans mon verr' de Vichy

La porte du bonheur est une porte étroite
Qu'on ne me dise plus que c'est la porte à droite

Qu'il ne faut plus rêver et qu'il est opportun
D'oublier nos folies d'avant quatre-vingt-un

Jean Ferrat

Rencontres et lectures à contre courant

Essais

Dans le n° 180, ACC a publié un extrait d'un texte sur la Palestine, produit d'un fidèle lecteur de notre publication : Rémi BEGOUEN, et dans le n° 184 (mai 07) nous avons annoncé la parution de deux autres écrits du même auteur. Lequel vient de nous adresser un nouvel opuscule composé de deux courts essais : **“Les Acharnistes”** suivi de **“Au bord du canal”** dans lesquels il revient sur des périodes vécues qui l'ont fortement marqué. Conscient du risque de se répéter, comme il le dit dans sa lettre d'accompagnement, il n'en déclare pas moins : *“c'est «ma vérité» et je m'y acharne”*.

Pour le préfacier Rodolphe Diaz, *“les notes de lecture ou les extraits poétiques dont se nourrit cet essai, de Lewis Carroll à Orwell, ont pour point de conjonction un unique besoin : la mémoire. Et un devoir: dénoncer la guerre et ses horreurs”*. De fait, au fil des lignes, le lecteur devine chez l'auteur un humaniste, mais aussi un révolté contre les injustices sociales (d'où son engagement politique sur lequel il revient), contre l'impérialisme sioniste (la mort lente des Palestiniens) et finalement contre le capitalisme.

«**Les Acharnistes**» suivi de «**Au bord du canal**» de Rémi BEGOUEN. Disponible chez l'auteur, 35 rue Jean Jaurès, 44600 ST-NAZAIRE Tél. 02 40 66 08 39. Courriel remi.begouen@free.fr Prix: 5 euros.

“Voyageur”, le dernier CD de Michel Bühler

Le chanteur suisse Michel Bühler «n'est pas dans la cible», comme lui a dit un jour le responsable d'une radio. En effet : depuis quarante ans il s'obstine à composer et interpréter des chansons d'amour, d'humour, de tendresse, de colère parfois; comme l'a écrit un autre Suisse, Bühler est *“un chanteur qui rêve d'hommes frères : ... ses chansons sont des manuels de résistance contre l'oppression, la bêtise, les inégalités sociales, les idées toutes faites, et ça fait du bien de les entendre. Il a beau être Suisse, il n'est pourtant pas du côté des nantis... Michel Bühler, artiste majeur...”*

Son dernier CD, «Voyageur», est l'enregistrement du spectacle donné durant la saison 2009-2010. Sa discographie complète est sur le site : www.michelbuhler.com

Pour passer Commande d'un CD s'adresser à : Michel Bühler / Chemin de la Prise 10 / 1454 L'AUBERSON / Suisse ou à mbuhler@sunrise.ch 20 euros port compris, payables par chèque français à envoyer à Michel Bühler après réception du CD.

Une violence éminemment contemporaine

Essais sur la ville, la petite-bourgeoisie intellectuelle et l'effacement des classes populaires, synthèse de quarante ans d'observation des réalités urbaines et d'analyse critique des discours dont elles font l'objet, ce recueil montre comment la gestion politique des villes nourrit les appétits économiques de la bourgeoisie désormais “mondialisée” et les aspirations culturelles des néo-petits bourgeois. D'un côté, des espaces “requalifiés” réservés aux gens de qualité, et de l'autre des couches populaires reléguées à la périphérie.

“Violences urbaines”, “crise du logement”, “relégation” et

“gentrification” sont autant de symptômes dont le “traitement”, de plus en plus sécuritaire, est voué à l'échec. Du moins tant qu'on se refusera à reconnaître la nature du conflit fondamental qui oppose les citoyens ordinaires à ceux pour qui l'espace urbain est une source de profit.

L'auteur, Jean-Pierre Garnier, est chercheur et enseignant en sociologie urbaine. **«Une violence éminemment contemporaine»** est paru aux éditions Agone Collection Contre-feux, 256 pages, 18 euros.

Turquie, terre de diaspora et d'exil

«**Turquie, terre de diaspora et d'exil. Histoire des migrations politiques en Turquie**» est un ouvrage de Bahar Kimyongür, militant pour la défense des minorités et l'émancipation sociale en Turquie, protagoniste du film *“Résister n'est pas un crime”* de Marie France Collard, Foued Bellali, Jérôme Laffont, qui retrace le combat, depuis 2006, de Bahar et de ses camarades, militants dans une organisation marxiste, dénonçant les violations des Droits de l'Homme en Turquie, accusés de “terrorisme”, emprisonnés en Belgique et disculpés grâce à une campagne de soutien menée par des défenseurs des Droits de l'Homme en Belgique.

Le livre retrace l'histoire des mouvements migratoires en partance et à destination de l'Anatolie. Il analyse en particulier l'exil politique provoqué par les juntes militaires turques de 1971 et 1980. Il décortique le contexte de la “guerre froide” qui amena les généraux turcs à éradiquer les divers courants de gauche, principaux sujets à l'exil. Il décrit ensuite la vie associative des communautés diasporiques et transnationales engendrées par la répression militaire ainsi que le point de vue et l'attitude des mouvements de résistance antifascistes à l'égard de l'exil. Paru aux Editions “Couleur livres” (2008). 15 euros. 130 pages.

Les Arabes et la Shoah

Publié par Gilbert Achcar, fin 2009, aux Editions Sindbad-Actes Sud, Les Arabes et la Shoah contribue de manière décisive à la déconstruction d'un thème central de la propagande pro-israélienne, comme l'a confirmé une récente émission d'Arte (voir : <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2009-12-08-Grand-mufti>). Comme vous le savez, celle-ci bute sur un puissant argument de bon sens : pourquoi les Palestiniens, qui n'ont eu aucune part au génocide des Juifs, devraient-ils être les victimes de sa réparation ? D'où l'exploitation éhontée du rapprochement, dans les années 1940, entre le Grand mufti de Jérusalem et le IIIe Reich : pour impliquer à tout prix les Palestiniens dans la Shoah et, indirectement, justifier leur dépossession. Non seulement Gilbert Achcar apporte un éclairage exhaustif sur ce sombre épisode, mais il étudie longuement les rapports du mouvement national palestinien et arabe avec l'idéologie fasciste et nationale-socialiste. Il s'agit d'un livre majeur, qui, sans doute pour cette raison, a fait l'objet d'une censure implacable dans les médias français.

Gilbert Achcar est originaire du Liban, qu'il a quitté en 1983. Il a publié *Le Choc des barbaries* (2002, 2004) ; *L'Orient incandescent* (2003) ; *La Guerre des 33 Jours* (2006, avec une contribution de Michel Warschawski) ; et, conjointement avec Noam Chomsky, *La Poudrière du Moyen-Orient* (2007).

«**Les Arabes et la Shoah**», par Gilbert Achcar, Sindbad-Actes Sud, Paris, octobre 2009, 528 pages, 26 euros.

Droits syndicaux dans le monde

Aggravation de la situation

Quelques chiffres :

- Dans 143 pays observés,
- 76 syndicalistes assassinés en 2008 contre 91 en 2007 mais 49 en Colombie (10 de plus qu'en 2007), 9 au Guatemala, 4 aux Philippines, 4 au Venezuela, 3 au Honduras, 2 au Népal, 1 en Irak, 1 au Nigeria, 1 au Panama, 1 en Tunisie et 1 au Zimbabwe
- 50 menaces de mort graves enregistrées dans 7 pays
- 100 cas d'agressions physiques dans 25 pays
- Emprisonnement dans 9 pays : Birmanie, Burundi, Chine, Cuba, Iran, Corée du Sud, Tunisie, Turquie et Zimbabwe
- Quelque 7 500 licenciements (rapportés) de militant-e-s dans 68 pays dont 20 pays rien qu'en Afrique
- Plus de 2 000 licenciements en Turquie, record de tous les pays devant l'Indonésie avec 600 licenciements et des centaines au Malawi, Pakistan, en Tanzanie et en Argentine

- Syndicats officiels sous contrôle en Birmanie, en Chine, au Laos, en Corée du Nord, au Vietnam et dans d'autres pays

- Activité syndicale à peu près impossible en Arabie Saoudite

- Ingérence gouvernementale dans les syndicats au Belarus

- Dans les Zones Franches d'Exportation dans le monde, protection inadéquate ou inexistante dans 34 pays (notamment en Albanie, aux Bahamas, au Belize, au Costa Rica, au Guatemala, au Honduras, en Jamaïque, en Jordanie, au Mexique, au Nicaragua, en Pologne, en République dominicaine, au Salvador et au Sultanat d'Oman) ; 22 autres pays ont été choisis en raison de l'exploitation des travailleurs migrants

- Autorités au mieux incapables de garantir une protection et dans certains cas, complices des assassinats avec des employeurs sans scrupules

- Des centaines de millions de travailleurs-euses, aussi bien dans les pays en développement qu'industrialisés (où le recours au travail en sous-traitance et aux agences de sous-traitance de main-d'œuvre est en hausse, sapant ainsi les revenus, les conditions et les droits au travail), ne bénéficient pas des droits fondamentaux de liberté syndicale et de négociation collective

- Du côté positif, adoption au Burkina Faso, au Kenya et au Mozambique d'une nouvelle législation qui reconnaît et autorise la syndicalisation ; aux Maldives, nouvelle Constitution garantissant liberté syndicale et droit de grève ; nouvelles protections espérées en Australie et aux Etats-Unis depuis les changements de gouvernement.

Source CSI - Rapport 2009 des violations des droits syndicaux

COMITE DE REALISATION

A. BIHR / H. COUPERNOT / L. DALSTEIN / G. DENEUX
J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT / M. MANSOUR / B. MARION
B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE 10 Euros
- de SOUTIEN Euros
- Faibles ressources (selon possibilités)

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

CPPAP

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

n° 0213 G 87630

A CONTRE COURANT
(service abonnements)
BP 12123
68060 MULHOUSE cedex 2



PRESSE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

Déposé le 14 /04/2010

Sommaire

- Page 1 Edito
- Page 2 à 5 USA : la classe ouvrière peut-elle sortir du cauchemar ?
- Page 6 et 7 Retraites : un argumentaire de faussaire à défaire
- Page 8 et 9 La logique méconnue du Capital
- Page 10 Des causes de la crise
- Page 10 Edito d'AL : La tête ailleurs
- Page 11 et 12 Nucléaire et langue de bois
- Page 13 Retraites. Syndicats : l'impossible front commun
- Page 14 Garantie Coface pour Alstom
- Page 14 En guise d'hommage à Jean Ferrat
- Page 15 Rencontres et lectures
- Page 16 Droits syndicaux dans le monde

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>
Courriel : courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE